

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo jusqu'au 15 septembre 2021 à 10:00 (heure d'Europe centrale)

[Cliquez ici](#) pour télécharger le rapport

---

**Nouveau rapport** | Progrès dans l'élimination des bombes à sous-munitions, mais les dommages civils continuent et l'utilisation par quelques états non-signataires doit être condamnée

**Genève, le 15 septembre 2021** – Publié aujourd'hui, le rapport 2021 de l'Observatoire des armes à sous-munitions (*Cluster Munition Monitor 2021*) montre comment les efforts mondiaux pour éliminer et stigmatiser ces armes par le biais du traité d'interdiction se poursuivent à un rythme soutenu malgré les bouleversements provoqués par la pandémie de COVID-19. La publication du rapport intervient alors que les États parties à la convention se préparent pour la [deuxième conférence d'examen](#), du 20 au 21 septembre, lors de laquelle ils adopteront un plan d'action pour les quatre prochaines années.

« Les démentis de toute implication dans les attaques d'armes à sous-munitions en Azerbaïdjan et le territoire du Haut-Karabagh, et leur condamnation généralisée démontrent comment l'interdiction de ces armes se renforce, » a déclaré Mary Wareham, auteure pour la section sur les politiques d'interdiction du rapport *Cluster Munition Monitor 2021* et directrice du plaidoyer auprès de la division Armes d'Human Rights Watch (HRW). « Tous les États doivent condamner toute utilisation d'armes à sous-munitions par tout acteur et en toutes circonstances, » a-t-elle ajouté.

En 2020, l'Azerbaïdjan a enregistré le plus grand nombre de victimes causées par des attaques d'armes à sous-munitions (107 au total). L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions, qui compte à ce jour 110 États parties et 13 signataires. La [Coalition sur les armes à sous-munitions \(CMC\)](#) exhorte les non-signataires à prendre toutes les mesures pour renoncer à ces armes et pour adhérer à la convention sans délai.

Au niveau mondial, l'Observatoire des armes à sous-munitions a enregistré au moins 360 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions en 2021 causées lors d'*attaques* (142) ou par des *restes* d'armes à sous-munitions (218). Cela représente une augmentation continue par rapport aux totaux annuels et mis à jour pour les années 2019 (317 victimes) et 2018 (277 victimes). De nombreuses incidents

ne sont pas répertoriés du fait de difficultés dans la collecte de données, indiquant que le nombre réel de victimes est susceptible d'être beaucoup plus élevé.

Le rapport *Cluster Munition Monitor 2021* montre que les civils restent les premières victimes des armes à sous-munitions au moment des attaques et après la fin du conflit. En 2020, l'ensemble des victimes dont le statut était connu étaient des civils. Les enfants représentaient quasiment la moitié (44%) de toutes les victimes dont l'âge était connu.

« Au cours de l'année passée, les attaques d'armes à sous-munitions ont tué et blessé des civils au cours de leurs activités quotidiennes, tandis que les sous-munitions non explosées restent une menace persistante, » a déclaré Loren Persi, auteur pour la section sur l'impact du rapport *Cluster Munition Monitor 2021*. « Mais, malgré des défis conséquents, on note des progrès dans les efforts de déminage et de restitution des terres aux communautés, l'éducation aux risques pour les personnes les plus à risque, et dans le respect de l'obligation d'assistance aux victimes, » a-t-il ajouté.

Lancées depuis le sol ou larguées depuis les airs, les armes à sous-munitions s'ouvrent et dispersent des sous-munitions sur une large surface de façon totalement indiscriminée. De nombreuses sous-munitions n'explosent pas comme prévu, laissant des restes explosifs et des sous-munitions qui menacent des vies et empêchent l'accès aux terres arables, créant des obstacles au développement socio-économique.

En 2020, des victimes d'armes à sous-munitions ont été enregistrées en Afghanistan, au Cambodge, en Irak, au Laos, au Soudan du Sud, en Syrie, et au Yémen, ainsi que dans le territoire du Haut-Karabagh. A l'échelle mondiale, 26 pays et trois autres territoires restent contaminés par des restes d'armes à sous-munitions.

Le rapport documente également les progrès réalisés pour sauver des vies et préserver les moyens de subsistance au cours de l'année écoulée malgré les défis supplémentaires provoqués par la pandémie de COVID-19.

La destruction des stocks est l'une des réussites de la convention. Au total, 36 États parties ont détruit 99% de tous les stocks déclarés d'armes à sous-munitions. Rien que l'année passée, la Bulgarie, le Pérou, et la Slovaquie ont détruit un total de 2 273 armes à sous-munitions et plus de 52 000 sous-munitions. De plus, en 2020, les Pays-Bas, la République tchèque, et la Slovaquie ont détruit leurs stocks respectifs d'armes à sous-munitions conservées à des fins de recherche et de formation. Désormais, seuls 10 États parties considèrent qu'il est nécessaire de conserver des armes à sous-munitions actives à des fins autorisées.

En 2020, les États parties ont rapporté le déminage d'environ 63km<sup>2</sup> de terres contaminées par des armes à sous-munitions et la destruction de près de 81 000 sous-munitions. Pendant l'année, la Croatie et le Monténégro ont également rejoint la liste des pays—12 à ce jour— qui ont achevé avec succès le déminage des leurs zones contaminées.

L'éducation aux risques reste un élément fondamental de la réponse aux dangers posés par les restes d'armes à sous-munitions et permet de sauver des vies. Selon le rapport, les restrictions liées à la pandémie ont incité les opérateurs à trouver des alternatives à la sensibilisation en personne, afin de diffuser des informations essentielles auprès des communautés touchées. Les outils de messagerie en ligne ainsi que les émissions télévisées et la radio ont permis de développer des solutions innovantes qui pourront être maintenues à l'avenir.

**Fin**

## Informations Supplémentaires

### À propos de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (*Landmine and Cluster Munition Monitor*)

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'initiative de la société civile en charge de la recherche pour la Campagne internationale pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions (ICBL-CMC).

Le rapport 2021 de l'Observatoire des armes à sous-munitions examine le niveau d'adhésion à l'interdiction des armes à sous-munitions et sa mise en œuvre par les États. Il documente les progrès et défis pour assurer le déminage des restes d'armes à sous-munitions, fournir une éducation aux risques, et assister les victimes de ces armes. Le rapport se concentre sur les événements de l'année 2020 avec des informations datant d'août 2021 dans la mesure du possible.

[www.the-monitor.org](http://www.the-monitor.org) | [twitter.com/MineMonitor](https://twitter.com/MineMonitor)

### À propos de la Convention sur les armes à sous-munitions de 2008

La convention interdit totalement les armes à sous-munitions, exige la destruction des stocks, le déminage des zones contaminées, et la mise en œuvre d'une éducation aux risques et d'une assistance aux victimes de ces armes. Actuellement, 123 pays ont rejoint la convention.

[www.clusterconvention.org](http://www.clusterconvention.org)

## Contacts

### **Jared BLOCH – Genève (heure d'Europe centrale)**

Responsable communication et réseau, ICBL-CMC

Portable/WhatsApp +41 (0)78 683 44 07

[media@icblcmc.org](mailto:media@icblcmc.org)

### **Marion LODDO (elle/elle) – Genève (heure d'Europe centrale)**

Responsable éditorial, Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (the Monitor)

Portable/WhatsApp/Signal +41 (0)78 677 40 40

[monitor2@icblcmc.org](mailto:monitor2@icblcmc.org)